la cause du peuple

nouvelle édition

N°15 été 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire



Construisons le FRAP !

Au cours des deux premières réunions, le FRAP a présenté sa plate-forme et l'a resituée dans le contexte de la crise actuelle et des élections, la position du FRAP étant de dire : «Quel que soit le résultat des élections, préparons la révolution». **Pour le FRAP, il s'agit d'unir le peuple dans un large front pour un seul objectif final : le renversement du système capitaliste.**

l'éditorial

Il s'est dégagé de la discussion que des comités unitaires de lutte permettraient d'unir les personnes concernées ou intéressées à travailler en ce sens. Trois secteurs de lutte ont été délimités : un sur les usines, un sur les quartiers, un sur les universités, tout en considérant les questions du féminisme révolutionnaire prolétarien très importante, tout comme celle de l'antiimpérialisme.

Nous sommes partis du constat que :

1. Les ouvriers sont dispersés dans différents syndicats et que la majorité des ouvriers n'est pas syndiquée, ce qui d'ailleurs ne veut pas dire qu'elle ne lutte pas. Cette division syndicale ne permet pas d'unir sur le lieu de travail même. De plus en plus de tentatives de liens sont établies entre usines d'un même groupe (PSA) ou d'une même profession, comme l'automobile au niveau national comme au niveau international. C'est une bonne chose, mais cela ne résout pas l'unité sur chaque lieu de travail, qui est le travail primordial à effectuer. Ce qu'il faut, c'est ressouder l'unité à la base, afin d'unir syndiqués et non syndiqués dans une structure unitaire de lutte, du type comités de lutte d'atelier unifiés dans un comité d'usine, dans chaque usine d'un groupe. C'est le premier niveau, celui de base.

Avec les multiples plans de licenciement et la continuité de la réorganisation massive du Capital à l'échelle mondiale à la faveur de la crise, la classe ouvrière est la plus touchée. 60 000 emplois seraient ainsi en danger au niveau national. Cela pose la nécessité grandissante de l'organisation des ouvriers et ouvrières dans un Front Ouvrier Révolutionnaire qui se fixe comme objectif la réquisition sans indemnités des outils de production pour mettre l'ensemble de la production au service du plus grand nombre, c'est-à-dire la révolution socialiste.

La situation est favorable au développement d'une telle force et les luttes ouvrières qui s'organisent y sont un encouragement. La lutte des ouvriers de l'usine de PSA d'Aulnay qui tentent de rassembler d'autres usines autour de leur lutte est aujourd'hui un point d'ancrage à renforcer.

2. Sur les quartiers, en partant des problèmes concrets, on peut déjà avoir des points d'ancrage comme la lutte pour le logement, en s'appuyant sur des actions concrètes telles qu'elles commencent à s'organiser en Espagne, au moyen de comités locaux d'entraide et de vigilance pour empêcher les expulsions. En France, diverses associations et collectifs luttent sur ce terrain, dans un domaine précis : les foyers de migrants ou de jeunes, les mal-logés par des occupations, pour l'application de la loi DALO, pour la défense juridique, pour la défense des locataires ; les comités de squatteurs, etc.

Chacun s'occupe d'un secteur particulier, mais il n'y a pas d'unité à la base dans chaque quartier pour prendre le problème dans son ensemble et organiser les habitants quelle que soit leur situation de logement et le problème qu'ils ont à résoudre. En s'organisant sur la question du logement sur le quartier, en se coordonnant sur une ville, non seulement l'ensemble des situations va être traitée, les discussions et contacts entre habitants vont s'établir, mais en plus, les problèmes tels que le chômage, les problèmes de voisinage, de santé, de papiers, etc. vont apparaître, l'entraide va se mettre plus facilement en place, s'organiser. Comme on dit l'Union fait la force.

Des formes de lutte vont être trouvées, mises en place pour empêcher les expulsions de locataires, mais aussi de propriétaires d'appartements ou de pavillons qui ne peuvent plus payer les traites ou les charges parce qu'ils sont au chômage, surendettés (comme à Clichy sous Bois), en arrêts maladies, victimes d'un accident de travail, etc. Des comités de vigilances tapant sur des casseroles peuvent appeler à la mobilisation, la défense contre les expulsions peut d'organiser.

Il existe une loi de réquisition qui n'est jamais appliquée. Nous devons systématiser le travail de recensement de tous les logements vides quartier par quartier pour squatter des logements vides, organiser une réquisition populaire massive en commençant par les HLM, pour reloger les familles en liste d'attente, mais aussi les immeubles de bureaux, des institutions, des collectivités locales, des gros bailleurs. Il est même envisageable de mobiliser des bénévoles pour remettre en état les logements, des locaux pour les jeunes, créer des crèches dites «sauvages», etc. Il n'y a pas de limite à l'inventivité populaire. Certains groupes vont dans ce sens, comme celui des Mal-logé-e-s du 20ème arrondissement de Paris.

3. Le troisième pilier de la révolte populaire passe par la formation, l'éducation. Sur ce terrain, la lutte est dans le collège, le lycée et à l'université. A l'image de la société, la formation qui est donnée aux étudiants, c'est-à-dire l'orientation pédagogique, le contenu des matières, est celle qui va dans le sens de l'intérêt de la bourgeoisie. Les valeurs sont celle de la bourgeoisie. Ainsi les idées dominantes sont distillées dans la tête des élèves et étudiants pour les

sommaire

Lutte de classe

★ Travailler plus pour gagner moins *(p.3)*

★ Entretien avec des ouvriers de PSA *(p.4)*

★ PSA : compte-rendu de la conférence de presse devant l'usine *(p.5)*

★ Construire le Front Ouvrier Révolutionnaire *(p.6)*

Lutte pour le logement

★ Développer le front de lutte sur le logement *(p.7)*

(in)Justice de classe

★ Des policiers font pression sur la présidente du DAL37 *(p.8)*

★ A l'ombre de la république *(p.8)*

Anticolonial

★ Les pirates français en Guyane *(p.9)*

International

★ La lutte entre les nouveaux et les anciens impérialistes en Syrie *(p.10)*

★ Soutenons la Guerre Populaire en Inde *(p.11)*

Mémoire

★ Portraits d'insurgés *(p.13)*

Culture

★ Revue de films *(p.13-14)*

★ Etranges étrangers, Prévert *(p.15)*

★ Robert Doisneau *(p.15)*

Publication

★ Pour un féminisme révolutionnaire *(p.16)*

formater afin qu'ils servent les intérêts de la classe dominante. Les programmes deviennent des programmes utilitaires, fixant à chacun la tâche et la fonction qu'il aura dans la société en fonction des besoins de la classe dominante et non de ses propres besoins. Il est orienté, n'a plus de choix ou a un choix restreint ou aléatoire en fonction des besoins ou du non-besoin du marché, du capital financier qui domine toutes les sphères de la production, de la société. Chacun doit donc se plier à ces règles, même si ces règles sont contraires à l'intérêt commun et donc aussi à l'intérêt personnel de chaque membre de la société.

La restructuration de l'école et de l'Université élimine sans autre forme de procès celui ou celle qui a été placé ou s'est engagé dans une filière ; on est comme dans un tunnel, on ne sait pas à l'avance où on va être aiguillé. Certains se retrouvent donc sur une voie de garage, sur une voie qui s'arrête en rase campagne où il n'y a aucun débouché ; et même quand on croit être sur la bonne filière, là aussi il n'y a aucune assurance. Les luttes des élèves et étudiants contre les diverses lois de restructurations de gauche ou de droite sont justes, parce qu'elles s'opposent à la dérive utilitariste et suicidaire du prétendu savoir, de sa mise au pas au service du Capital.

Dans les universités, il faut là aussi s'opposer aux positions conciliatrices avec les projets de la classe dominante et par conséquent unir les étudiants pour une véritable révolution culturelle et pour une formation au service du peuple, faire refleurir l'esprit de Mai 68, en lien avec les autres luttes de la classe ouvrière et du peuple, dans les usines, dans les entreprises et dans les quartiers.

Nous sommes donc parvenus à la conclusion qu'il fallait combiner l'activité des trois pôles usines et entreprises, quartiers, école-université en établissant une base d'appui mutuelle de ces trois axes de lutte, tout en donnant priorité à l'organisation de la classe ouvrière.

Notre tâche aujourd'hui est de reconstituer l'unité populaire sous la direction de la classe ouvrière, dans un Front le plus large possible que nous nommons FRAP, cela dans tout le pays. Les problèmes et leurs résolutions paraissent différents, mais sont liés entre eux, car ces problèmes à résoudre sont des produits de la même société, la société capitaliste dirigée et dominée par la bourgeoisie. Sur les trois axes principaux du Front, nous sommes confrontés au même adversaire, au même ennemi de classe, à la même guerre de classe : celle entre ceux qui détiennent tous les moyens de production et d'échanges, la propriété foncière, le capital financier et celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes (salariat, crédits, ...).

La bourgeoisie se sert du parlement, qu'il soit de droite ou de gauche, pour la continuité de la République bourgeoisie et la consolidation de l'appareil coercitif de l'Etat pour faire respecter la sacro-sainte loi de la propriété privée de la production et des échanges contre la majorité de la population. Ce système n'est même plus capable de nourrir, de veiller à la santé et au bien-être de la majorité qu'il exploite et opprime sans vergogne dans le seul objectif de faire du profit. Les différentes cliques sont prêtes à déclencher de nouvelles guerres plus destructrices que les précédentes pour se maintenir.

Contre la classe dominante, nous devons faire renaître un véritable Front Révolutionnaire pour en finir avec cette situation. Unis, nous finirons par triompher, ici en France, mais aussi dans les autres pays d'Europe et dans tous les pays du monde. Alors, nous construirons ensemble le monde de demain où sera abolie l'exploitation et où chacun pourra vivre en paix et en sécurité.

Ensemble, construisons dans les usines et entreprises, les quartiers et l'école et l'université les trois composantes du FRAP !

Prenez contact avec le FRAP ★

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

C'est le lot de nombreux travailleurs par ces temps de crise.

Les retraités sont particulièrement touchés. La baisse générale des retraites, le non remboursement de nombreux médicaments, de la dentisterie, de la lunetterie, sans compter la CSG, les loyers qui grimpent sans cesse, ainsi que la nourriture, les assurances, les mutuelles, etc. Bref, un nombre de plus en plus grand de retraités doit travailler pour améliorer l'ordinaire, aider les enfants au chômage, boucler les fin de mois ; survivre, tout simplement.

De nombreux employeurs ne se contentent plus de recourir aux contrats aidés exonérés de «charges», aux CDD au SMIC ou en-dessous, au travail à temps partiel, à l'emploi d'immigrés sous-payés et sans droits comme les sans-papiers.

Un certain nombre exploite sans vergogne les retraités, le troisième âge comme ils disent. On a pu voir à la télévision ce travailleur de 81 ans, ancien ouvrier qui a travaillé dur toute sa vie pour des salaires de misère, tout comme sa femme, et qui, pour parvenir à payer son loyer, se soigner, se nourrir, etc. est contraint de travailler. Et quel travail !

Il distribue de la publicité dans les boîtes aux lettres et doit parcourir des kilomètres à pied. Il a un quota à remplir qui demande soi-disant 2 heures de travail pour un jeune. Lui, met quatre heures mais le patron ne lui paie que deux heures. L'hiver il est confronté au froid vif de la région où il habite (-10°). Il travaille 12 mois sur 12, car il faut bien vivre tous les mois de l'année. Il doit aussi préparer son travail. Pour ce faire, il doit aller charger son stock pour la semaine dans le hangar du patron et l'emporter chez lui pour assembler les différentes pubs à déposer dans les boites. Il transporte ainsi plus d'une tonne. Aussi doit-il utiliser sa voiture et faire plusieurs voyages. Le tarif kilométrique, le patron ne le connait pas. Rentré à la maison, sa femme l'aide à faire l'assemblage, ce qui leur prend 10 heures chacun, payées 2, 50 € de l'heure. Bref, ils travaillent dur pour gagner les 400 € qui leur manquent pour survivre sans devoir aller aux restos du cœur.

Cet exemple n'est pas isolé. Il y a de plus en plus de retraités qui doivent travailler pour survivre. Ils sont exploités sans vergogne sans pouvoir se plaindre tellement il y a de candidats.

Un exemple différent est celui de cette enseignante à la retraite. Elle n'a pas besoin de travailler, mais comme

enseigner est une vocation, et que l'Education Nationale -où plus de 50000 postes ont été supprimés- ne trouve plus de remplaçants, elle travaille sur trois postes dans l'école où elle enseignait. Elle prend la place d'un enseignant qui devrait pouvoir occuper ce poste. Mais elle aussi est sous-payée. Elle est payée au tarif d'une vacataire, c'est-à-dire à moitié tarif.

C'est donc cela travailler plus, pour gagner plus…

La crise, les nombreuses destructions d'emplois, l'augmentation du chômage et de la misère des jeunes comme des vieux a eu pour conséquence d'augmenter la concurrence entre les travailleurs pour trouver un travail. La bourgeoisie l'a bien compris et veut augmenter son taux de profit en continuant de faire pression sur les salaires. On connaît bien la chanson : «Si ça ne vous/te plaît pas, il y en a pleins d'autres qui attendent de prendre ta/votre place !»

Que va faire le nouveau gouvernement de «gauche» pour s'opposer aux exploiteurs de la vieillesse, pour donner du travail à toutes et tous ? Va t'il prendre une mesure radicale contre le patronat qui profite de la faiblesse des vieux, chassés de leur travail, sans que des jeunes ne soient réembauchés pour autant ? Ces vieux vont-ils devoir travailler jusqu'au seuil de la mort ? Les jeunes vont-ils tous devenir des travailleurs pauvres (ils sont déjà près de 9 millions) ? Le nombre de SDF (plus de 100 000) et de mal-logés (plus de 3, 5 millions) va-t-il augmenter inexorablement ? De plus en plus de vieux vont-ils s'étioler et mourir peu à peu faute de pouvoir se soigner ?

Sans s'attaquer résolument au système capitaliste, il est impossible de régler ces questions, comme il est impossible d'arrêter la spirale du chômage et ses conséquences. «L'ouvrier devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il en ressort clairement que la bourgeoisie est incapable de demeurer plus longtemps classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi impérative, l'existence de sa classe. Elle est incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave» (Manifeste du Parti Communiste - Karl Marx et Friedrich Engels).

Dans le cadre du système, dans cette période de concentration du capital entre les mains d'une minorité de moins en moins nombreuse et la misère qui s'approfondit pour 90 % de l'humanité, la bourgeoisie est devenue un obstacle qui doit être balayée pour que les pauvres de plus en plus nombreux construisent un monde nouveau. Pour cela, une révolution radicale doit balayer le vieux monde bourgeois. Il faut s'organiser en conséquence et combattre l'opportunisme, le pacifisme qui nous conduisent à des défaites et creusent le lit du fascisme qui sera le dernier recours de la bourgeoisie pour juguler notre colère et renforcer l'appareil d'exploitation et d'oppression.

Résolument, construisons le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire ! ★

Entretien avec des ouvriers de PSA

Où en est la situation à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ?

Le climat dans l'usine est devenu insupportable. Les sanctions et les rapports se multiplient. Un retard de 5 minutes, c'est un rapport qui peut être suivi d'une sanction, de même pour aller chercher un casse-croute en quittant son poste, etc.

Les pressions sur le personnel se font de plus en plus fortes. Certains chefs zélés harcèlent les travailleurs, même quand ceux-ci étaient bien notés, considérés comme des travailleurs dociles. Ils s'attaquent aux plus faibles, à ceux qui ont peur en se défendant de perdre leur emploi ou leurs primes.

Ce harcèlement conduit des travailleurs à la dépression, à des arrêts maladie, qui entraînent une perte de salaires, voire à des situations précaires, surtout lorsqu'il n'y a qu'un seul salaire à la maison, des crédits en cours, ce qui peut engendrer une dégradation du climat familial, et même à une séparation, voire au suicide pour les plus fragiles.

Combien d'emplois sont menacés ?

Tous les emplois sont menacés. Ceux qui ont plus de 55 ans, 850 ouvriers, sont en première ligne. Dans l'immédiat la direction a établi un plan dit de «mobilité». En quoi consiste ce plan de mobilité : il y a un bureau où on est libre de se rendre pour des échanges d'informations. 6 personnes s'occupent de vous recevoir.

En réalité, les informations et les conseils consistent à inciter ceux qui veulent s'inscrire à accepter des propositions de reclassement soit dans le groupe, soit ailleurs, avec des indemnités qui ne remplaceront pas un emploi. On vous cite des témoignages de certains qui ont acceptés de partir. Untel a réussi à monter un commerce, un café. On ne parle pas de ceux qui se sont retrouvés quelques mois après un reclassement au chômage, pas plus que de celui qui a fait faillite. Il n'y a que des bons témoignages. Car le but est de dégraisser l'usine d'Aulnay en douceur en incitant les ouvriers à partir.

Combien y a-t-il d'intérimaires à PSA Aulnay ?

Environ 350.

Et quel est le salaire moyen ?

Le salaire moyen ouvrier est de 1250 € net, celui du cadre 2500€, celui d'un ingénieur 5000€.

Quels sont les principaux sous-traitants ?

A l'intérieur même de l'usine, PSA emploie 1000 ouvriers de la société TRIGO, qui s'occupent du contrôle des pièces et de la finition, sous-traitant qui lui-même «loue» ses ouvriers à une société d'intérim. Ainsi, sur demande, elle peut à tout moment remplacer ou retirer un ouvrier sans avoir à verser d'indemnité de rupture. Emploi 93 joue le rôle d'intérim.

Le plan d'austérité mis en place par le groupe : faire des économies sur tout !

Maintenant, il faut attendre parfois huit jours pour avoir un casque ou des lunettes de protection, des chaussures de sécurité, au détriment de la sécurité au travail. Avant les armoires étaient pleines.

La politique de la direction, en mettant la pression sur le personnel, est d'empêcher tout mouvement collectif et vise à obtenir le plus de rendement possible avant la fermeture qu'ils ont prévue dans leur plan de restructuration, de délocalisation. Jouer du chaud et du

froid avec la menace de fermeture.

Leur plan est d'empêcher l'unité des travailleurs de se former pour s'opposer aux plans liquidateurs du patronat et des actionnaires de PSA qui n'ont comme seul objectif la recherche du taux de profit maximum dans le moins de temps possible.

Qu'importe que les ouvriers soient jetés à la rue. Les ingénieurs et les hauts salaires sont eux-mêmes menacés. Une fois un modèle mis en place, on n'en conserve que le minimum car l'austérité s'applique à tous sauf au maître d'œuvre le PDG M. Varin et son bras droit M. Denis Martin, ceux-là sont à l'abri, ils seront recasés et toucheront une belle prime s'ils mènent à bien leur plan d'extermination de la force de travail par la fermeture de l'usine. C'est la logique du système capitaliste dont ils sont les instruments.

Que font les organisations syndicales ?

Les organisations syndicales font des réunions 2 fois par semaine.

Le SIA, qui avant avait une politique corporatiste de collaboration avec le patron, est lui-même dans le collimateur. Ses adhérents sont eux aussi menacés par la fermeture de l'usine. Comme quoi rien ne sert de servir le patron car on n'en est pas récompensé, après avoir été au srevice de PSA pendant longtemps, mais jeté dehors une fois le citron pressé, comme les autres.

FO, la CGC et la CFTC ont une position ambiguë entre contestation et conciliation. SUD minimise l'élargissement extérieur de la lutte. La CGT, la CFDT et même le SIA font bloc.

Au fond ce qu'il faut c'est l'unité des syndiqués mais aussi de tous ceux qui ne le sont pas. Il faudrait que dans chaque atelier, sur chaque chaîne des comités unitaires se mettent en place.

Qu'espèrent les ouvriers d'un changement de gouvernement ?

Hollande est venu, certains espèrent qu'il tiendra la promesse d'organiser une réunion avec le patron et qu'il prendra des mesures pour empêcher la fermeture, d'autres ouvriers n'y croient pas trop.

Tous attendent un vrai dirigeant pour la classe ouvrière qui montre la voie de notre émancipation, mais avant tout, nous, ouvriers et travailleurs, devons compter sur nos propres forces, mais aussi sur la solidarité la plus large des ouvriers dans un front de lutte contre les fermetures d'usines et les licenciements.

Seule la lutte peut nous permettre d'empêcher la fermeture !

Il faut élargir la résistance, se mobiliser sans plus attendre, ici à Aulnay et dans les autres usines du groupe pour empêcher la fermeture, multiplier les initiatives, aller au siège social pour exiger le maintien du site et de sa production, qui sont le fruit du travail de milliers d'hommes, ici et en amont, car seul le travail crée la richesse, le profit des capitalistes n'est jamais que la part qu'ils ont prélevé sur notre travail. Rien de plus.

UNIS NOUS POUVONS LES FAIRE RECULER ! UNIS NOUS POUVONS VAINCRE ! ★

PSA : Compte-rendu de la Conférence de Presse du 31 mai 2012, tenue devant l'usine

Le plan de suppression d'emploi mis en place par PSA est le suivant : 6800 suppressions d'emploi en Europe dont 5000 en France.

Sur ces 5000, il y a déjà eu 700 départs (250 anciens + des mutations internes). Les postes d'anciens ne sont pas remplacés par des jeunes. Il est prévu de supprimer 2500 emplois de bureaux et emplois extérieurs et 1800 emplois-PSA sur l'ensemble des sites. 53 travailleurs âgés ont été à la retraite anticipée (payée par les Assedic), ce qui ne coûte rien à PSA.

Il est prévu d'arrêter la production de la C5 à l'usine de Rennes et de la remplacer peut-être par une Opel, PSA et Opel devant mettre leurs ressources en commun. Il est signalé que l'usine-mère de Bochum en Allemagne devrait fermer.

On ne sait pas si la C3 va continuer à être produite, pourtant c'est le véhicule le plus vendu aujourd'hui.

La direction prévoit de mettre en place des horaires flexibles comme en Grande-Bretagne où les syndicats ont signé.

Le sort de Sevel-Nord est en suspens, la direction utilise un odieux marché pour «maintenir le site». Les travailleurs devront accepter le gel des salaires et un accord de compétitivité, sinon il est prévu que la KO (véhicule utilitaire) ira à Vigo (en Galice – Espagne).



Le Comité Central d'Entreprise de PSA prépare la fermeture pour 2016, en aménageant son plan de licenciement, c'est-à-dire en l'étalant dans le temps pour faire patienter, réduire peu à peu les effectifs, diviser le personnel ouvrier, cadre et ingénieur et déliter la lutte de résistance aux licenciements.

La direction procède de la façon suivante : licenciement des anciens, puis des malades, accidentés du travail qu'ils soient ouvriers, cadres ou ingénieurs en les mettant en arrêts de maladie, en les envoyant devant la médecine du travail pour si possible qu'ils soient pris en charge par la Cotorep et mis en invalidité et traînent des allocations de misère jusqu'à leur mise en retraite. Encore une économie pour PSA.

Comme cela n'est pas suffisant, des pressions et des brimades de plus en plus importantes sont exercées sur le personnel, le harcèlement moral se généralise. Ou tu baisse la tête et tu te tais jusqu'à tomber en dépression, ou tu te tais et fais le dos rond, ou tu acceptes de partir. Ceux qui résistent et luttent sont réprimés.

Selon la direction, il resterait 800 000 C3 à produire jusqu'en 2016 à Aulnay. Ils garderaient 2 équipes qui produiraient 140 000 véhicules/an. Le reliquat de 100 000 serait produit par l'usine de Poissy. Le plan de la direction est de supprimer l'usine d'Aulnay et de transférer la production sur l'usine de Poissy.

Depuis l'élection du Président de la République, il n'y a pas eu de contact avec le gouvernement actuel. Une réponse au courrier envoyé aux ministres Philippeti et Lefoll devrait arriver. Une réunion tripartite gouvernement/syndicats/patronat doit également avoir lieu. Il n'y a pas de position arrêtée pour l'instant du ministre Montebourg.

Il faut poursuivre la lutte sans attendre ! On ne doit pas laisser PSA gagner du temps, d'autant plus que d'autres coupes réglées sont dans les tiroirs du groupe européen qui doit se réunir le 27 juin.

Il faut multiplier les réunions communes entre les usines du groupe en France et au-delà !

Il faut refuser la baisse des salaires et la flexibilité du travail ! ★

Construire le Front Ouvrier Révolutionnaire dans les usines et les entreprises

Les fermetures d'entreprises ne se comptent plus, les licenciements les accompagnent par centaines de milliers, les délocalisations se poursuivent, entrainant des drames sans fin, une incertitude, une crainte, une terreur permanente d'être de la prochaine charrette.

Chacun et chacune craint d'être expulsé de son logement et de se retrouver à la rue faute de pouvoir payer les loyers quand on est locataire ou les traites quand on est accédant à la propriété, sans compter les charges quoi qu'il en soit.

L'industrie automobile est frappée de plein fouet. Chez PSA, la direction tente de gagner du temps mais son plan dévoilé par la CGT est clair : elle veut, entre autres, fermer l'usine à Aulnay en 2016 et licencier dans toutes les usines du groupe.

Mittal a déclaré que Florange ne démarrerait pas avant six mois. Il fait traîner les choses en longueur. Le Président de la République s'est «engagé» à obliger les industriels se désengageant d'une usine française à la céder à un repreneur. Pour l'instant les discussions sont tripartites. Les patrons veulent faire avaliser des plans de licenciements et fermer d'autres usines en Europe et dans le monde, car il faut maintenir le taux de profit.

Mittal détient d'énormes paquets d'actions, fruits, à l'origine, de l'extorsion de la plus-value sur le dos des travailleurs indiens payés à coups de triques. Mittal n'est pas un travailleur immigré ou français qui sue derrière la coulée, mais un exploiteur de la plus belle espèce qui exploite des centaines de milliers d'ouvriers et d'autres travailleurs dans le monde entier.

Il en est de même de Doux, premier producteur européen de volailles, qui détient 80 % du capital de dizaines d'entreprises dans le monde entier, dont celles de Bretagne et d'autres en France qui exportent 50 % de la production dans des pays opprimés et ruinent des millions de petits producteurs paysans. Ici, les paysans sous contrat d'intégration qui dépendent de son groupe sont entraînés dans la tourmente, ne pouvant plus payer leurs dettes contractées près du Crédit



agricole. Doux a demandé à être mis en redressement judiciaire pour six mois et cherche des repreneurs.

Les salaires ne sont pas payés depuis sept mois chez Sodimédical dans l'Aube (textiles médicaux). «Avant on découpait et on pliait les drapages qui servent à couvrir le patient dans le bloc opératoire. Peu à peu on s'est contentés d'assembler des produits qui venaient de Chine, il nous disait si vous n'augmentez pas la cadence, tout va partir en Chine. On a revu les postes pour réduire le nombre de gestes et diminué les temps de pause.» Pas étonnant qu'on tombe malade, en dépression.

Chez Fralib, il en est de même. Air France : 2400 suppressions de postes d'ici 2014, et ainsi de suite. En tout, il y aurait près de 60 000 emplois en concernés selon la CGT.

Durant les grèves pour les retraites, des centaines de milliers de travailleurs criaient «Grève générale» et «Tous ensemble». Mais tous ensemble pour défiler ne suffit pas, il faut être tous ensemble dans l'usine, dans les usines, pour faire plier les patrons en préparant la prise de direction de l'économie qui expropriera les grands groupes industriels et les grandes surfaces qui prennent à la gorge les travailleurs de la campagne en pratiquant des prix décuplés sur le dos des consommateurs.

La politique de conciliation ne conduit qu'à des hécatombes. Il ne s'agit plus de discuter combien l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, devront mettre au panier pour sauver les actionnaires, pour sauver le capitalisme pourrissant. Il s'agit de les faire payer, de s'organiser et de se préparer et non de reculer devant les menaces de licenciement.

Il faut que cela cesse et cela ne peut cesser qu'en en finissant avec le système qui produit toute cette misère : le système capitaliste. Nous y parviendrons en organisant pas à pas le Front Ouvrier Révolutionnaire dans les usines et en préparant ce que les directions syndicales refusent : taper au portefeuille comme en 36 ou en 68 et déclencher l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine. ★

EN +

Vous trouverez des photos, des vidéos et différents compte-rendus sur le blog de la Cause du Peuple : lacausedupeuple.blogspot.com

Développer le Front de lutte sur le logement

Nous revenons dans cet article sur la mobilisation qui s'était développée au mail de Fontenay à la Courneuve contre l'expulsion de familles occupant des logements vides dans la barre HLM.

La mobilisation était essentiellement celle d'un réseau de militants qui luttent sur ce terrain, principalement du DAL et de la Cause du Peuple.

La dernière lutte sur La Courneuve montre la limitation de l'intervention militante sur le logement. Celle-ci se heurte à différents obstacles :

★ les demandes d'expulsions tant de l'Office des HLM, que des propriétaires privés, des municipalités de droite comme de gauche.

★ les ordonnances d'expulsion par les tribunaux, les constats d'huissiers et les mises en demeure de quitter les lieux, suivies de l'intervention de la police et des déménageurs chargés de l'expulsion.

★ les tactiques policières.

Lors des différentes luttes sur la Courneuve, la police a utilisé différentes tactiques : intervention massive et musclée dirigée par la préfecture et demandée par la municipalité de la Courneuve ; tactique des «petits pas». En quoi consiste cette intervention à «petits pas» de la police et pourquoi est-elle possible de la mettre en œuvre sans grande difficulté ?

La police devait expulser quinze familles. Elle a adoptée la méthode du saucissonnage. Elle a choisi d'expulser deux familles dans un premier temps, accompagnée des camions de «déménagement» qui emportaient meubles et autres affaires pour les placer dans un «garde-meubles» pendant un mois. Après ils étaient jetés ou vendus en salle de vente.

La mobilisation avait pu être préparée, les quinze familles étaient mobilisées, appuyées par les soutiens. Des journalistes étaient présents ainsi que des reporters photographes, ce qui ne plaît pas à la police.

Puis, ce furent encore une ou deux familles qui furent expulsées et ainsi de suite, les expulsions étant entrecoupées de quelques jours. La police évaluait à chaque fois le rapport de forces entre elle et les familles et leurs soutiens. Les familles expulsées devaient alors se débrouiller pour trouver un hébergement ou étaient relogées temporairement en hôtel à l'autre bout du département ou de la région. La mobilisation des familles fut donc de plus en plus dure à maintenir, d'autant que la tactique des «petits pas» a usé les soutiens qui étaient là tous les jours très tôt le matin.

Dans ces conditions, la résistance aux expulsions devenait de plus en plus difficile.

Après la manifestation des mal-logés du 93, le soutien s'est renforcé. La police a fait semblant de relâcher du lest et n'est pas intervenue dès le lundi suivant la manifestation, mais elle intervenait dès 6 heures du matin le mardi suivant, prenant au dépourvu les familles et soutiens.

Bref, c'est la division et l'usure de la mobilisation qui a été privilégiée par la police et nous devons en tenir compte afin de trouver un moyen pour y répondre.

Faire de la question du logement une affaire de masse

Pour expulser les locataires sous divers prétextes, les offices d'HLM et les propriétaires fonciers demandent l'expulsion devant les tribunaux, puis la police est envoyée pour procéder à l'expulsion. Nous avons vu rapidement les méthodes et moyens employés. Nous avons vu aussi que le rapport de force n'était pas en faveur des expulsés, vu la faible mobilisation des familles et du soutien malgré la détermination des uns ou des autres.

En fait, le rapport de force ne peut être inversé que par une mobilisation de masse de toutes celles et ceux qui sont concernés par le problème du logement et qui à un moment ou à un autre, surtout en cette période de crise, peuvent être expulsés. A noter que ces expulsions peuvent même toucher les propriétaires qui ne peuvent plus payer leurs traites (accédant à la propriété) ou les charges ; les banques ou les syndics, demandant l'expulsion, expropriant leur appartement et les vendant.

Outre les familles expulsées, il y a celles qui n'ont pas de logements, celles qui sont victimes des marchands de sommeil, les mal-logés entassés dans des appartements étroits, insalubres et mal-entretenus. En tout, cela représente quelques 3, 6 millions de personnes au minimum.

Mais ces familles sont dispersées : les sans-titres officiels sont défendus pas des petites organisations bénévoles ; les locataires des HLM ou de cités privées par des associations de locataires. Les premiers sont isolés, les seconds défendus par des organisations qui n'agissent que dans le respect du droit bourgeois, c'est-à-dire de la sacro-sainte préservation de la propriété privée du propriétaire et non du droit de chacun d'avoir un logement décent.

Face a l'isolement et au cloisonnement, aux propriétaires fonciers, aux banques et aux syndics, face à l'appareil d'Etat, à sa police et à sa justice, il faut s'unir dans un FRONT DE LUTTE POUR LE LOGEMENT, un front qui regroupe sur le plan du logement des individus dans des situations diverses, qu'ils soient français ou immigrés, avec ou sans papiers, pour le droit à un LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS !

Construire le front de lutte pour un logement pour tous

Concrètement, dans chaque situation, il faut faire un plan de développement en articulant :

★ Diffusion de l'appel dans les boîtes aux lettres, sur les marchés, dans une ville ou une zone (plusieurs villes voisines) ;

★ Faire une campagne d'affichage appelant à s'organiser ;

★ Mener une enquête auprès de la population sur les problèmes liés au logement : nombre d'expulsions, de logements vides, vétusté, charges lourdes, entretien, loyers, statut (avec titre ou sans titre), menaces d'expulsion, procès, etc. ;

★ Publier la liste des logements et locaux vides par communes ;

★ Organiser des réunions, manifestations, occupations de logements vides ;

★ Travailler en parallèle les associations pour les questions administratives, l'organisation de la défense juridique, etc.

A partir d'un noyau, même restreint, il est possible de développer et de faire avancer la lutte ! La condition première est d'aller vers les gens, de discuter, de se renseigner, de mener l'enquête et d'être créatif dans les formes de mobilisation en se basant sur la situation concrète. ★

Des policiers font pression sur la présidente du DAL 37, elle refuse d'être une balance !

CONFÉRENCE DE PRESSE EN PRÉSENCE DE J.B. HERRAULT PORTE PAROLE NATIONAL DU DAL.

Ce mercredi 6 juin, le Canard Enchainé publie un article relatant les pressions faites par des policiers du commissariat de Tours sur la Présidente du DAL 37.

Au cours d'un entretien qui s'est déroulé le 17 avril 2012 au commissariat de Tours, des policiers lui proposent, contre certains renseignements sur des actions de militants tourangeaux, d'intervenir auprès du juge des enfants pour que la présidente du DAL 37 puisse de nouveau vivre avec son fils. Il est actuellement placé dans une famille d'accueil. De même, il lui propose de faciliter ses recherches d'emploi. Depuis plusieurs mois ils exerçaient des pressions de même nature sur son téléphone portable.

Comment des policiers peuvent-ils affirmer, dans l'exercice de leur fonction, qu'ils sont en mesure d'influencer le juge pour enfant ? Comment des policiers peuvent-ils affirmer, dans l'exercice de leur fonction, qu'ils sont en mesure de faciliter des recherches d'emploi ?

On ne peut accepter que des fonctionnaires de police fassent pression sur une femme en instrumentalisant son sentiment maternel !

Ils voulaient qu'elle serve indic pour mieux surveiller des militants tourangeaux.

LA PRESIDENTE DU DAL 37 REFUSE !

L'attitude de ces policiers fait preuve d'abus de pouvoir, de maltraitance envers une personne en essayant d'agir sur des sentiments très sensibles. Ils laissent entendre que la police peut influencer la justice !



Nous demandons la suspension immédiate des deux policiers impliqués dans cette affaire. Nous allons informer les ministres de l'intérieur et de la justice et leur demander ce qu'ils comptent faire.

La présidente du DAL 37 portera plainte dans les jours à venir. La fédération nationale du DAL apporte tout son soutien à cette militante pour le droit au logement.

Jean Baptiste HERRAULT, son porte parole, sera présent jeudi 7 juin à 15 h 30 pour participer à une conférence de presse au Centre social place du Commandant TULASNE à Tours (quartier du Sanitas, en face du LIDL) ★

Tours, le 6/06/2012

DAL 37
dal37tours@gmail.com

A l'ombre de la république

Le 1er février 2012 la France battait son record du nombre de détenus : 65 699 personnes. Et le 22 février était rendu public le rapport annuel de J.M.Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté : 326 pages qui décrivent exactement ce signifient les mots : peines de prison ou rétention en France.

C'est un état des lieux sans concession : sur l'absurdité de la durée des peines («Vous créez des bêtes sauvages»,, sur l'isolement («On nous met dans un coin et on nous oublie», et aussi sur toutes ces petites humiliations quotidiennes qui sont autant d'atteintes à la dignité des personnes.

«A l'ombre de la république» nous conduit à l'intérieur du milieu carcéral avec le projet de dresser une véritable cartographie filmique des lieux d'enfermement en France. Les conditions d'incarcération à l'intérieur des prisons, asiles et autres institutions totales qui isolent et retranchent de la vie sociale sont décrites minutieusement : certains prisonniers s'expriment à visage découvert. Nous découvrons ainsi une réalité qui s'insère bien dans une société capitaliste : le travail en prison par exemple, prétexte à l'exploitation d'une population pauvre et encore plus paupérisée par l'incarcération, la condition misérable des malades mentaux dont la place serait bien sûr dans un établissement de soins appropriés (mais la fermeture des lits d'hôpitaux se poursuit inexorablement). Il y a même des lieux d'enfermement qu'on croyait depuis longtemps disparus comme cette prison qui semble sortie d'un autre âge sur l'île de Ré dans une ancienne forteresse de Vauban où certains détenus sont incarcérés depuis plus de trente ans !



L'enquête ne concerne pas que les prisonniers : elle porte aussi la voix des surveillants et personnels médicaux et autres intervenants. Aucune image des Centres de Rétention Administrative mais ces lieux de détresse des sans-papiers en France sont ainsi évoqués comme par défaut.

Le générique de fin précise que le ministère de l'intérieur s'est opposé à la présence de la cinéaste aux côtés du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté. ★

Les pirates français en Guyane

Les Firmes du Vivant

En survolant l'épais tapis de verdure du Maroni à l'Oyapock en red-jet nous avions la certitude _confortée par l'intuition qu'éveillent les beautés premières_ que la canopée regorge de richesses inouïes et connues de longue date du Bureau de recherches Géologiques et Minières (BRGM), de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement (DIREN), de la Direction Régionale de l'Environnement, la Direction de l'alimentation, de l'agriculture, et de la forêt, du Centre de coopération internationale en recherche agronomiques pour le développement (CIRAD) où pas un seul Guyanais n'a de responsabilité, il en est écarté d'office, il est laissé au rebut. Ces sociétés agissent en violation de l'article 8J de la biodiversité ou bien vont tenter de recourir au sui generis pour priver les peuples autochtones des royalties qui leur reviennent.

Echappant aux peuples autochtones (chefs coutumiers, Amérindiens) eux-mêmes trop souvent pilotés par des touristes itinérants (Blancs, ethno-socio-anthropologues émanant des ministères de l'économie, des finances, de la recherche, du commerce, de l'intérieur et de la défense) pollueurs de leur intégrité et de leur immense sensibilité protectrice de l'environnement à l'instar des neg danbwa respectueux de la nature, de même que sous ce manteau verdoyant de forêts humides d' une superficie de quelque 85 % du territoire mais appartenant tout autant, si ce n'est plus encore au plateau des Guyanes qui recèle d'inumérables plantes miraculeuses aux molécules amazoniennes pétulantes et accaparées par les multinationales. Sur ces arbres appelés grands arbres dépassant les 50 mètres pour certains se greffent des orchidées qu'une frange de Monghs commercialise sur le marché de Cayenne.

La Guyane fait place aux inégalités dans le marasme économique, aux distorsions et idées saugrenues des administrations telles que la DRIRE et la DIREN citées plus haut. Lanmé ka raburé ! i ka poté palétivyé ! (La mer a le pouvoir de la mangrove et la charroie après un cycle de trente années !), oui les rochers qui étaient jusque-là en immersion tous peuplés de palétuviers font leur apparition en signe d'un renouvellement du temps imparti à ceux qui luttent. Ce sont les colonialistes qui ont pour sale habitude d'imposer des noms donc de faire violence, de se placer en situation de supériorité sur la langue vernaculaire. Leurs fonctionnaires sont de gentils boys qui respectent scrupuleusement à la lettre le droit français.

Un bref rappel historique de la création du prétendu parc national français sans consultation du peuple guyanais tout comme le fût en son temps l'imposition du centre spatial dénommé guyanais. Elle fait suite à la conférence de Rio de Janeiro en 1992 sur l'environnement et le développement au cours de laquelle un ancien ministre de l'intérieur de la 4ème République et président en exercice François Mitterrand jeta son dévolu sur ce territoire frontalier du Brésil et du Surinam. Le décret du 28 février 2007 taille le commencement d'un nouveau dépeçage arbitraire de la Guyane. Plus de trois millions d'hectares se voient confiés à une sorte de Dieu aux pouvoirs métaphysiques énormes d'administrations de police et d'inventaire naturistes de la biomasse. Il n'a jamais existé de développement absurde durable et tout à propos Léon-Gontran Damas ne signifiait-il pas :

« Toujours ces mots
toujours les mêmes
dont il ne semble pas
qu'elle est encore
jamais jamais
saisi sur l'heure
toute l'inutile cruauté »

Ainsi en a-t-on décidé en haut lieu de perturber l'équilibre des plantes, de détruire et piller l'écosystème, d'en faire porter la seule responsabilité aux nègres de la ville qui pour des raisons économiques domestiquaient les animaux, en capturaient pour se nourrir au lieu de s'accrocher aux produits surgelés venant d'Europe.

L'arrogance des composants fraîchement arrivés, prédateurs, de l'outre atlantique : militaires, policiers, colons puissamment armés et ayant ramené des pratiques tels que le safari) a eût donc des effets ravageurs, sur l'écosystème alors que les Amérindiens, nègres et de rares chinois ont toujours multiplié des usages de précaution et préservation ayant permis la sauvegarde de ce patrimoine sous un climat chaud, humide décrié et hospitalier.

Il est bon de savoir que le pays compte trois saisons, une pluvieuse, un petit beau temps, déranger au moins de mars et un beau temps sec à partir de juillet sans cesse remis en cause par le matraquage spatial d'Ariane auxquels s'ajoutent Soyouz et Véga.

Les exploitations V.S les entités collectives et individuelles

Selon un schéma classique le recrutement discriminatoire du personnel autochtone du parc «national» se fait au pilori après avis de la gendarmerie et du Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) cette autorité coloniale a recours aux grandes familles pour pénétrer dans les foyers, voler les savoirs, savoir-faire et connaissances, pour cela il crée des postes au bas de l'échelle d'après une classification d'aptitude raciale inachevée : piroguier-moniteur, forestier, layonneur-charpentier, coordonnateur culturel, non pas que ces postes réservés soient des postes déshonorants, peu reluisants mais surtout qu'ils sont créés au profit de type sociable gradué en relations de professions privilégiées retenues à une caste blanche dominante d'aventuriers sous le climat tropical. Aucuns de ces Amérindiens Téko ou Wayanas, encore «négros» ne parviendront au niveau de technicien de l'environnement dans cette décennie. La raison essentielle de l'unité du peuple autochtone : assumer son existence, la défendre, Exister Résister !

Dans un ouvrage intitulé Résistencia visual de Christine Frérot Oaxaca 2006 préfacé par Édouard Glissant il écrivit : «Une totalité en marche occupe tout l'espace et au- delà».

Au XXIme siècle les Guyanais vivent dans la redondance, et l'inconsistance alors que le colonialisme français vient d'accorder une licence renouvelée au consortium néerlandais Shell lequel annonçant la découverte de pétrole offshore à 3000 mètres sous l'océan, à 150 kms des côtes guyanaises confirme l'existence d'informations jusques là

tenues au secret d'État. À l'évidence ici nulle Collectivité ragaillardie majeure ne peut faire valoir un droit de contrôle sur les forages en cours ni à bord des tankers qui pourraient s'approcher de ces puits en raison de la juridiction française.

Malum Habebis la puissance coloniale prive la Guyane de toute taxe d'exploitation, en dépit des observations formulées par nos parlementaires Mme TAUBIRA et Mr ANTOINETTE. Rappelons que le pays souffre d'un taux de chômage avoisinant les 40 % de la population active, les jeunes renoncent de plus en plus à s' inscrire au Pôle Emploi. Mme Emmelyne Octavie jeune guyanaise, licenciée d'espagnol, sans avoir étudié au pays de Kristina Kirchner, part d'un constat qu'elle décrit dans : Masque noir sur face blanche : «je vous rassure en vous certifiant que même en se levant dès l'aube l'avenir reste pour une grande majorité d'entre nous un miroir sans glace tout comme pour ceux et celles qui se lèvent tardivement».

Les enjeux pétroliers et les guerres que mène l'impérialisme international à la reconquête des pays pourvus de ces richesses : Côte d'Ivoire, Lybie, Afghanistan… ont donné l'idée aux pays néocolonialistes européens de créer pour la circonstance une société écran en Guyane sous la dénomination de Guyane Maritime. En tête de cette piraterie internationale dans les eaux guyanaises Tullow Oil (25 %), un consortium formé de Total (25 %), Shell (45 %) et Northpet (2, 5 %).

Ces actes de brigandage du pétrole, impunis ne subissent aucune fiscalité pour le pays de Sépélu, chef guerrier héroïque Kali`na, ni retombée financières à la Guyane. Il s'agit de vol de pétrole délibéré, organisé encore par le Prince donc la puissance coloniale qui décide à la place du Guyanais.

À proximité du Brésil pays émergeant, la donne de pétrole offshore non loin de nos côtes n'a pas suscité de vocations chez les jeunes bacheliers qui tournent le dos à la mer. Ceci paraît être lié à l'éducation ainsi qu'à toute formation basique chez les Guyanais, en l'occurrence, aux postes de techniciens, d'ingénieurs, de docteurs du personnel capables de prendre le relais_ dans un délai raisonnable_ du contrôle d'une multinationale, fait courant au Venezuela, en Bolivie et en Argentine. Il s'agit de choix politiques, économiques et sociaux de ces pays semblables au nôtre il nous appartient de réapproprier nos richesses en vue du développement de nôtre pays qui est en état de pauvreté moribond.

Comment accepter que chaque multinationale crée son propre consortium et sa participation dans le but de se répartir les richesses. Chacun de nous admettra qu'il s'avère ici une barbarie de par la persistance coloniale. Nous ne saurions nous accommoder des passe-droits de l'état français. Notons l'exclusion de la Guyane de ses parts ; 33 % à la britannique BP, 25 % à Total. Le champ de réserve étant de 700 millions de barils qui effaceront de surcroit les emprunts de l'Ètat français et rétabliront la perte de son triple A. La Guyane contribuerait de la sorte à la croissance d'un pays surendetté relégué au huitième rang mondial sans contrepartie équitable, dans le même temps 47 % des jeunes de 16 à 20 ans n'ont aucune perspective là où coule l'or noir.

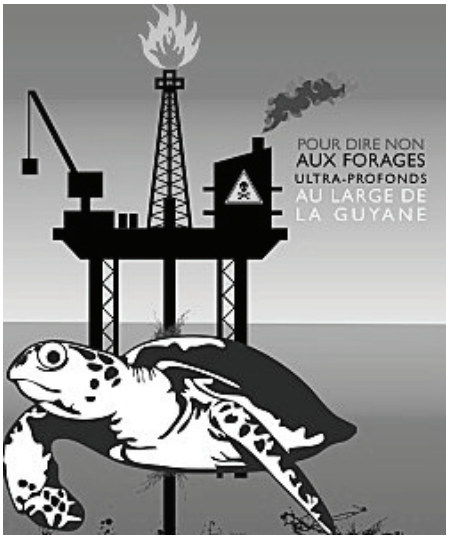
La France et ses alliés européens violent une fois de plus les résolutions 15/14 de l'ONU de décembre 1963 au vu et au sus de tous. Comme on dit chez nous ravet pa jen gen rèzon divan pulayé pul. Le cafard a toujours tord face à la poule. Jusqu'à quand ? ★

Marie-Claire Newton, Allédiyo (ambassadeur guyanais du patrimone culturel),

Pierre Carpentier, Servais ALPHONSINE (MDES),

Jean-Michel AUPOINT, Raymond CHARLOTTE (OGDH)

Cayenne le 29 Mai 2012



La lutte entre les anciens et les nouveaux impérialistes en Syrie

En cette période de crise mondiale, les contradictions entre les pays impérialistes occidentaux et les puissances impérialistes montantes comme la Russie et la Chine s'exacerbent. Il s'agit pour chaque partie de consolider des positions stratégiques, d'en conquérir de nouvelles, de conserver ou arracher par tous les moyens de nouveaux contrats commerciaux dont les plus juteux sont l'exploitation des ressources naturelles et des terres agricoles au détriment des producteurs, et les ventes d'armes.

Dans les pays dominés par l'impérialisme, certains «chiens de garde» d'aujourd'hui se sont imposés d'une façon légitime en dirigeant la lutte de libération nationale dans leur pays. Ils ont ensuite passé des accords avec les impérialistes et se sont érigés en dictateur contre leur peuple, en éliminant toute opposition, en particulier l'opposition communiste ou progressiste. D'autres ont renversés leurs rivaux soutenus par un ou plusieurs impérialistes, aidés en sous-main par des impérialistes rivaux. Il en a été ainsi dans quasiment toutes les anciennes colonies ou les territoires sous-mandats, comme la Syrie.

Dans ce pays, devant la montée de la contestation populaire contre la misère et la dictature, les impérialistes occidentaux manœuvrent en s'abritant sous le drapeau de la démocratie bourgeoise pour maintenir leur politique impérialiste et faire dévier le mécontentement et les révoltes populaires. Les impérialistes s'appuient notamment sur les classes dirigeantes ayant pris la tête du mouvement de masse opposé à l'ancien dictateur -qui se défendra jusqu'au bout en massacrant le peuple. Les manœuvres des impérialistes consistent à s'appuyer

sur une clique contre une autre pour garantir la continuité de leurs intérêts tout en contenant et en éteignant les révoltes afin qu'elles ne se transforment pas en Révolution.

Les impérialistes veulent gagner, conserver et étendre le contrôle stratégique et économique des pays en révolte et souhaitent reprendre la main par l'instauration d'une nouvelle équipe qui leur soit favorable (les nouveaux «chiens de garde»). C'est pourquoi ils préconisent l'intervention humanitaire, aidés par les nouveaux philosophes réactionnaires du type BHL, au nom du «droit d'ingérence humanitaire» comme ils l'ont fait au cours du démantèlement programmé de l'ex-Yougoslavie et plus récemment en Lybie, quitte à favoriser des cliques réactionnaires qu'ils combattront plus tard.

Nous devons dénoncer les tyrans et les massacreurs, mais on ne peut pas s'appuyer sur un impérialisme contre un autre, soutenir les manœuvres des uns et des autres, pas plus que nous ne pouvons soutenir les guerres menées par les impérialistes contre les peuples, ni ne devons soutenir notre bourgeoisie impérialiste contre un autre pays impérialiste (ou vice-versa). Nous devons profiter de l'affaiblissement de nos bourgeoisies respectives pour développer les forces révolutionnaires dans l'objectif de la révolution prolétarienne, comme ce fut le cas en Russie en 1917.

Les masses populaires ont raison de se révolter contre la misère et les oppresseurs, mais sans Parti révolutionnaire, il est impossible de chasser l'impérialisme et les classes dirigeantes qui partagent le gâteau avec eux sur le dos du peuple travailleur.

Pour transformer la révolte et franchir toutes les étapes du processus révolutionnaire jusqu'à la victoire, un Parti révolutionnaire maoïste est nécessaire, dont la stratégie est la prise du pouvoir pour en finir avec l'exploitation impérialiste et capitaliste. Le Parti n'est pas suffisant, il faut aussi un front uni regroupant toutes les couches populaires, quelque soit leurs religions ou philosophies, leurs coutumes et leur histoire, contre les forces de la réaction et de l'impérialisme, ainsi qu'une armée populaire de libération. Ce sont les trois instruments indispensables à toute révolution.

Quoiqu'il se passe en Syrie, les révolutionnaires, les progressistes, les démocrates doivent soutenir la révolte du peuple et l'aider à s'organiser de manière autonome de l'une ou l'autre clique pro-impérialiste dans l'objectif de la révolution de nouvelle démocratie anti-impérialiste et anti-sioniste en direction du socialisme et du communisme.

Il est donc nécessaire de s'opposer au régime soutenu par les puissances impérialistes montantes ainsi qu'à toute intervention de l'OTAN qui n'a pour objectif que d'assoir la mainmise des impérialistes occidentaux au Proche-Orient.

Vive la lutte du peuple syrien pour son émancipation !

A bas les cliques réactionnaires alliées aux anciens ou nouveaux impérialistes !

A bas l'intervention des impérialistes en Syrie !

Vive la guerre populaire des peuples du monde contre l'impérialisme et toutes les forces de la réaction !

PC maoïste de France
PC maoïste -Italie ★

Soutenons la Guerre Populaire en Inde !

Les patrons du système impérialiste mondial mènent une offensive contre les peuples du monde. Les guerres impérialistes d'agression comme celles contre l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, marquent le début du siècle. Ils préparent la prochaine guerre contre la Syrie, l'Iran ou autre, car une chose est certaine : ils ne vont pas s'arrêter de leur propre volonté. Dans le même temps, ils imposent aux peuples les conséquences de la crise, en particulier sur les peuples des nations opprimées, mais aussi dans les pays impérialistes eux-mêmes, la classe ouvrière est constamment piétinée et ses droits fondamentaux sont de plus en plus réduits. Dans cette situation, le fascisme n'est pas une menace nébuleuse, mais une force active. Dans le même temps, les impérialistes détruisent systématiquement la planète. Tout cela est bien connu. Cela montre que l'impérialisme est réactionnaire sur toute la ligne, que l'impérialisme n'est pas compatible avec le progrès de l'humanité et, en réalité, avec la survie d'une grande partie de la population mondiale. "La fin de l'histoire" que les impérialistes ont annoncé haut et fort depuis les années 90, est un enfer pour le prolétariat et les peuples du monde. Mais plus d'oppression provoque plus de résistance, et donc, du Pérou aux Philippines, des îles britanniques à la Chine, de la Colombie au Kurdistan, du Nigeria à la Grèce, partout dans le monde, les pays veulent l'indépendance, les nations la libération et les peuples la révolution. C'est la base pour un courant qui enterrera l'impérialisme. Le problème est que dans de nombreux cas, la lutte contre l'impérialisme est seulement limitée à la résistance sans autre perspective que la simple survie. Par conséquent, afin de développer cette résistance comme une puissante vague de luttes anti-impérialistes et révolutionnaires, le facteur conscient organisé est nécessaire pour être en mesure de mener la lutte conséquente pour établir le pouvoir du peuple. C'est pourquoi il vaut la peine de tourner notre regard sur l'Inde.

L'Inde, que les classes dirigeantes présentent cyniquement comme l' "Inde Brillante" et comme un exemple supposé du «développement» apporté par l'impérialisme, est un paradis pour les riches et un enfer pour le peuple. Alors que la richesse des 53 personnes les plus riches dans le pays est égale à 31 % du PIB, les 77 % de la population vivent avec un revenu de moins de 20 roupies (environ 50 centimes d'euro) par jour. Tous les jours, 5000 enfants meurent de faim et de malnutrition, ce qui représente près de deux millions de décès infantiles par an. Le pourcentage de personnes souffrant de la faim est plus grand qu'en Ethiopie. La crise agraire, une conséquence directe de la politique impérialiste, provoque la misère immense de la paysannerie, ce qui résulte en une vague de suicides avec des centaines de milliers de paysans désespérés qui se sont suicidés. "La plus grande démocratie du monde" est un pays dans lequel la grande bourgeoisie et les propriétaires font ce qu'ils veulent. Un pays où le système des castes est encore intact. Où les différentes minorités, les différentes nationalités et peuples sont contraints de vivre dans une

«prison des nations». Afin d'augmenter l'exploitation impérialiste, ils ont établi des Zones Economiques Spéciales, où les soi-disant entreprises «transnationales» peuvent opérer sans limites. Des dizaines de millions de personnes sont forcées de devenir des réfugiés internes, parce qu'elles sont expulsées de la terre où leurs ancêtres sont depuis des milliers d'années, de sorte que le Capital peut voler les matières premières se trouvant sur place. Nous pourrions citer de nombreux autres exemples, qui pourraient remplir tout un livre, la question est claire : la révolution anti-impérialiste et anti-féodale est une nécessité pour la grande majorité du peuple de l'Inde.

Cette révolution est en cours. Sous la direction du Parti communiste d'Inde (maoïste) la guerre populaire se développe - décrite par les représentants les plus importants des classes dirigeantes comme le plus grand danger pour leur système. Dans la campagne, il y a des milliers d'organisations d'un authentique pouvoir populaire. Dans les Comités Populaires Révolutionnaires, ceux qui pendant des siècles n'ont rien eu ont commencé à construire leur propre État.

Ils organisent avec leurs propres forces une société où il n'y a pas de faim, où il y a l'éducation et la santé, et où la terre appartient à celui qui la cultive.

Il n'y a pas de propriétaires terriens ou de laquais des impérialistes. Dans ces zones, les besoins de la population sont la loi. Dans ces zones, ils vivent la vraie démocratie, la nouvelle démocratie du peuple. Dans les villes, les organisations de masse avancent par bonds, en février de cette année la classe ouvrière d'Inde a effectué la plus grande grève dans l'histoire de l'humanité, impliquant 100 millions de personnes, et les classes dirigeantes sont terrifiées par l'influence croissante des maoïstes. La Guerre Populaire bouleverse la société jusque dans ses fondations les plus profondes.

Les classes dirigeantes et leurs patrons impérialistes - comment pourrait-il en être autrement ? - ne restent pas assis tranquillement les bras croisés à regarder l'avancée du mouvement révolutionnaire. Ils agissent comme ils l'ont toujours et partout fait ; ils cherchent à noyer dans le sang la lutte du peuple. Des «spécialistes» en contre-insurrection des Etats-Unis et le Mossad israélien sont sur place pour aider les forces de répression sur le terrain. Les Forces Paramilitaires d'État se battent au quotidien contre les guérillas - les soi-disant paramilitaires sont organisés militairement et armés. L'Armée et l'Armée de l'Air prennent part de plus en plus ouvertement aux combats. L'état réactionnaire a lancé des campagnes réactionnaires barbares tels



que : Salwa Judum, "Green Hunt", entre autres, et a mis en œuvre une politique qui est comparable à la campagne nazie contre la résistance antifasciste dans la Seconde Guerre mondiale. Ils appliquent de manière systématique les assassinats, la torture et les «disparitions» contre les dirigeants révolutionnaires.

Mais le peuple ne se soumet pas. La guerre populaire avance sans arrêt, avec la ligne claire de s'emparer du pouvoir. Cela est possible, puisque le facteur conscient et organisé, dont nous avons parlé ci-dessus, existe et est en mesure de mener le combat de manière résolue jusqu'à la fin. Leur lutte est juste et il est un devoir internationaliste de leur donner notre soutien total et indéfectible. La guerre populaire en Inde doit fusionner avec la lutte des peuples du monde entier et faire partie du grand courant révolutionnaire qui finira par vaincre l'impérialisme. Le développement d'un sérieux mouvement anti-impérialiste dans un pays de 1, 2 milliards de personnes va changer l'équilibre des forces entre l'impérialisme et les nations opprimées, et sera donc un grand élan pour les forces révolutionnaires du monde entier. Soutenir ce mouvement ne signifie pas seulement remplir une obligation, mais doit servir à la promotion de notre mouvement dans tous les pays.

C'est dans ce sens que nous organisons une conférence internationale le 24 Novembre de cette année à Hambourg. Nous espérons que cette conférence sera un atout majeur pour le mouvement international de soutien à la Guerre Populaire en Inde. Les délégations des différents pays y participeront et à travers cela, elles apporteront leurs expériences et leurs idées sur la façon d'élever cette campagne à un niveau supérieur. Nous voulons une conférence qui exprime l'initiative, l'énergie et la volonté anti-impérialiste et révolutionnaire des prolétaires, femmes, jeunes, immigrants, des artistes et des intellectuels progressistes. Nous ne voulons pas qu'elle soit seulement un acte formel, mais une expression vivante de l'internationalisme prolétarien, de sorte qu'elle puisse servir à apporter des progrès concrets à la campagne de soutien. La conférence est ouverte à toutes les forces qui partagent cet objectif.

Par conséquent :

Tout le monde à la Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde !

Bündnis gegen imperialistische Agression - BGIA (Hambourg)
indien_hh@yahoo.de

Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde
csgpindia@gmail.com

Comité de Soutien à la Révolution en Inde
csinde@yahoo.fr
csrinde.wordpress.com ★

Portraits d'insurgés : une exposition

Il s'agit de la «grande île» : Madagascar, colonie française (1895 et 1960) au moment des faits. Les événements se déroulent en 1947 et cette date n'a rien d'anodin : souvenons-nous : mai 1945 : fin de la Deuxième guerre mondiale (qui a vu des milliers de coloniaux lutter les armes à la main aux côtés de la France). 8 mai 1945 : massacres de Sétif et Guelma en Algérie, département français d'Outremer. Et 29 et 30 mars 1947, seulement deux ans plus tard, à Madagascar, dans un contexte économique d'extrême difficulté, une pauvreté générale, (sauf pour les colons), c'est l'insurrection de centaines de nationalistes qui attaquent les bastions du pouvoir colonial français. Elle est réprimée dans le sang comme d'habitude. L'historiographie coloniale a essayé d'oblitérer tous ces différents massacres mais en vain puisque finalement le visage le plus hideux de l'impérialisme français a été démasqué, même les massacres d'Algériens en octobre 1961 à Paris l'ont été. Et par exemple aujourd'hui en mai 2012, les visages d'insurgés âgés maintenant de plus de quatre-vingts ans, magnifiques de fierté et de dignité, sont exposés, accompagnés de commentaires accablants pour l'Etat français et son bras armé (18 000 hommes envoyés depuis la métropole en sus des supplétifs malgaches et sénégalais. L'insurrection a duré vingt mois. Elle s'est étendue très rapidement jusqu'au nord et l'est d'une île plus grande que la France. Le travail forcé sur les plantations tropicales (plus tard appelés «travaux d'intérêt général sans modifier l'essence de l'exaction), les multiples humiliations, l'exploitation et la misère sont les racines de la révolte anticoloniale à Madagascar.

Les chiffres exacts du massacre n'ont jamais été donnés par l'administration coloniale mais on a parlé en dizaines de milliers de victimes. Ce sont les quelques témoins restants qui s'expriment dans cette exposition. Ils disent l'horreur, les tortures, l'enfermement dans des citernes ou wagons avant le mitraillage, les insurgés jetés depuis des avions, exécutions sommaires par milliers, les fosses communes remplies et la chaux vive pour effacer le crime.

Madagascar a gagné son indépendance en 1960 mais pas encore le bonheur, loin s'en faut, puisque l'exploitation néocolonialiste fait toujours rage, avec aux commandes de l'Etat différentes marionnettes qui s'entredéchirent tour à tour pour le pouvoir. ★



«Le chemin noir», «Disparaissez les ouvriers», «Avec le sang des autres», «On est là !»

Quatre films qui nous parlent de la classe ouvrière à un moment où elle aurait soi-disant disparu en tant que classe ; même le mot «ouvrier» semble devoir disparaître du vocabulaire au profit d'opérateur dans les usines par exemple. Pourtant le mot a une belle histoire et il est parent proche de «ouvrer», «œuvre» «ouvrage», et aussi le ce «chef d'œuvre» que devait réaliser le compagnon en fin d'apprentissage. Ces quatre films sont autant d'hommages rendus à ces travailleurs, français et immigrés. Ce sont des films qui disent la douleur, l'exploitation et aussi la lutte, le courage, la persévérance inlassable, parfois, mais parfois seulement la victoire durement arrachée.

(Rappelons tout d'abord pour mémoire qu' en 1974, la sidérurgie française employait 160 000 salariés et qu'elle n'en comptait plus que 35 000 en 1977. Et que la lutte continue aujourd'hui contre Arselor-Mital et les autres pour empêcher la fermeture des usines).

«Le chemin noir» c'est celui qu'emprunte l'auteur pour relier l'homme qu'il est devenu à l'enfant qu'il a été. Ce chemin nous conduit en Lorraine : celle d'aujourd'hui avec les immenses et sinistres carcasses des friches industrielles de la sidérurgie et celle des Trente glorieuses avec le minerai en fusion, les wagonnets qui cheminaient lentement dans la pénombre, la suie qui encrassait tous les visages, la peur aussi qui étreignait les travailleurs en danger permanent, les accidents mortels, les privations pour envoyer de l'argent à la famille là-bas «au bled». Nous cheminons donc dans une campagne paisible entre la France d'hier et celle d'aujourd'hui, au fil des pensées d'un homme qui se souvient de son adolescence et surtout de son père, ouvrier métallo algérien. A travers le destin individuel du fils, on raconte une histoire collective, celle de l'immigration algérienne en France et celle de la sidérurgie en Moselle. De cours flash-backs sur les massacres d'octobre 1961 à Paris et l'évocation d'un grand frère fantôme («un FLN de France») rappellent la période historique des affres de la décolonisation. Nous serpentons aussi dans les méandres de la mémoire de vieux arabes restés sur les lieux, (les Chibanis), ceux qui ont eu la chance de ne pas être rapatriés dans un cercueil mais qui sont restés en Lorraine parce que peut-être ils y s'y sentent plus chez eux que là-bas.. Et c'est le son magnifique d'un saxophone sur une musique du jazzman Archie Shepp qui nous accompagne tout au long de ce chemin de mémoire.

«Disparaissez les ouvriers»

Pendant 140 jours, à partir de l'été 2009, les ouvriers de l'entreprise Legré-Mante ont occupé leur usine pour dénoncer sa liquidation frauduleuse et réclamer justice. C'est d'ailleurs sur la lecture par un ouvrier de la dernière décision de justice que s'ouvre le film : les ouvriers n'ont rien obtenu de ce qu'ils demandaient et ont perdu le procès en appel de la décision du tribunal de commerce qui avait prononcé la liquidation judiciaire.

Nous nous promenons dans une usine délabrée où jamais aucune remise en état n'a été voulue ni organisée par la direction et où les ouvriers ont dû raccommoder avec «des bouts de ficelle» des machines obsolètes et dangereuses, rongées par l'acide, où les bassins n'étaient jamais nettoyés pour ne pas arrêter la production une journée, bassins où s'est noyé un jeune intérimaire et où un autre ouvrier a été brûlé sur les deux jambes en entier. Des ateliers où le danger rôdait partout et où pourtant certains ouvriers travaillaient depuis vingt ans. On y fabriquait l'acide tartrique nécessaire à la confection des composants électroniques de tous les nouveaux gadgets modernes. L'usine était même devenue leader mondial de cette production !

Les choses s'expliquent facilement et en particulier l'état d'abandon de l'usine quand on apprend que la fermeture était planifiée depuis longtemps pour des raisons de profit à court terme : la vente du terrain situé idéalement face à la mer au pied du futur parc des calanques à Marseille.

Et comme pour narguer encore et humilier davantage tous ces ouvriers qui s'accrochent à leur travail, la «justice» parle de «dégradation du climat social» comme une des causes de la liquidation ! Mais ce qui nous frappe bien plus profondément, nous spectateurs, c'est la dégradation des conditions de travail et le mépris des patrons.

«Avec le sang des autres»

C'est la condamnation sans appel du travail à la chaîne en 1974. C'est un reportage sur la chaîne historique de montage de Peugeot à Sochaux. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui décrivent l'enfer. Bruit assourdissant, mains tellement malmenées qu'elles ne peuvent caresser : «Au bout de cinq ans, je peux plus me servir de mes mains, j'ai mal aux mains. J'ai un doigt, le gros, j'ai du mal à la bouger…la gamine quand je la change je peux pas lui dégrafer ses boutons… Ils ont bouffé tes mains. J'ai envie de faire des tas de choses et puis je me vois même avec un marteau, je peine à m'en servir. C'est tout ça, tu comprends. T'as du mal à écrire, j'ai du mal à écrire, j'ai de plus en plus de mal à m'exprimer. Ça aussi, c'est la chaîne». Des mains finement formées à l'ajustage par exemple, mais dont la perfection est tellement brutalisée sur la chaîne qu'outre la douleur ça ressemble à une humiliation de plus. Parole qui sort parfois en bégaiement tellement il a fallu la réprimer toutes ces heures.

Peugeot, c'est l'exploitation à outrance, sans limites ou presque. Et ça c'est à l'intérieur «mais dehors ça continue, il y a aussi l'omniprésence du patron Peugeot : Ville, magasins, supermarchés, bus, distractions, vacances, logement, la ville elle-même : horizon-Peugeot. On parcourt le circuit, tout est ramené à la famille Peugeot». Paroles d'ouvriers, paroles de vérité… qui mentionnent au passage avec un brin d'amertume le départ des «établis», ces étudiants qui étaient venus travailler sur la chaîne et qui sont retournés à leurs études.

«On est là !»

Clean Multiservices est une société de nettoyage ordinaire. Pour les clients tout semble propre effectivement jusqu'au jour où 24 employés maliens et mauritaniens se mettent en grève. Ils en ont assez «d'être traités comme le papier avec lequel ils font briller les toilettes». Des papiers d'ailleurs ils n'en ont pas. Ils décident d'occuper l'entreprise. Trois employées françaises viennent les rejoindre. Etre sans papiers c'est en quelque sorte une double peine : aucune base légale pour faire valoir ses droits sociaux ; c'est donc l'exploitation effrénée, le sous-paie ment, le mépris. Le documentaire montre jour après jour le bras de fer avec le patron, la police, la préfecture, bref l'Etat français, la lutte collective, la solidarité, l'occupation épuisante (trente-neuf jours), les tractations usantes.

Mais aussi la victoire et la dignité conquise de haute lutte. ★

«BLEU PETROLE» : la raffinerie de Donges

C'est un documentaire sur l'action syndicale. Rappelons les faits : 2010, arrêt complet de trois semaines en réaction à la réforme des retraites imposée par le gouvernement Sarkozy.

Donges nous est présenté comme un labyrinthe de cheminées géantes, d'escaliers de secours, de cuves gigantesques. C'est un complexe industriel, plus exactement une raffinerie, en bord de mer. Le travail syndical est décrit minutieusement et nous semble même parfois un peu insignifiant : prix de la cantine, prise en charge des frais bancaires… En fait, il s'agit beaucoup dans ce documentaire du rôle du délégué syndical : jouer le tampon entre les prérogatives des salariés et les privilèges des patrons. Nous suivons les débats internes dans la CGT. Nous sommes dans le train-train quotidien de l'usine et aussi surtout dans le train-train syndical, avec toutes les limites que cela implique. Le manque de perspectives offertes «plombe» un peu le film, disons-le ! ★



«La désintégration»

Attentat à la voiture piégée contre l'OTAN à Bruxelles. La piste islamique est aussitôt retenue. A juste titre. Ce n'est pas le début du film mais la fin. Avant la «désintégration», il y a le parcours tourmenté d'un adolescent qui va de déception en déception jusqu'au désespoir dans un pays capitaliste en pleine crise économique et sociale..

Le titre, (en particulier aujourd'hui dans le sillage direct des «événements» de Toulouse), est délibérément ambigu : le premier sens est évident : il s'agit de la désintégration corporelle dans des attentats kamikaze ; le second sens,

c'est l'impossibilité de répondre à cette exigence paradoxale d' «intégration» dans son propre pays quand par sa classe sociale et ses origines «ethniques» les choses se révèlent être un véritable parcours du combattant.

C'est comme un engrenage. Vous essayez de tout mettre de votre côté : de bonnes

études arrachées à la force du poignet, une famille aimante et attentive mais pauvre. Le père est malade et si la mère se débat comme elle peut avec son service sous payé dans un hôtel de la chaine «Accor» ou autre. Une famille où la religion musulmane semble une culture bienveillante et plutôt ouverte puisqu'une non musulmane est acceptée dans la famille comme future belle-fille (fiancée d'un frère ainé). Les dents de l'engrenage mordent durement quand il s'agit pour le futur «désintégré» de trouver un travail. Le CV serait parfait semble-t-il, s'il commençait par un autre nom et prénom, plus français. Et là, ce sont les dents cruelles d'un autre engrenage qui vont broyer le candidat à l'intégration : celles des dérives fondamentalistes de recruteurs de kamikazes pour la cause politique islamiste. Celui qui avait déchiré avec rage le CV imparfait va échapper au sentiment d'humiliation qui l'écrase en se jetant dans une aventure désespérée qui se veut une revanche politique et sociale.

Evidement le film ne pouvait que se terminer par des images de tragédie : du fond d'un couloir de l'hôtel où elle travaille s'élève le hurlement de douleur de la mère : «Ils l'ont tué» ! ★



Etranges Etrangers de Jacques Prevert

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel

hommes des pays lointains

cobayes des colonies

Doux petits musiciens

soleils adolescents de la porte d'Italie

Boumians de la porte de Saint-Ouen

Apatrides d'Aubervilliers

brûleurs des grandes ordures de la ville de Pans

ébouillanteurs des bêtes trouvés mortes sur pied au beau milieu des rues

Tunisiens de Grenelle

embauchés débauchés

manoeuvres désoeuvrés

Polacks du Marais du Temple des Rosiers

Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone

pêcheurs des Baléares ou bien du Finisterre

rescapés de Franco

et déportés de Franco et de Navarre

pour avoir défendu en souvenir de la vôtre la liberté des autres

Esclaves noirs de Fréjus

tiraillés et parqués

au bord d'une petite mer

où peu vous vous baignez

Esclaves noirs de Fréjus

qui évoquez chaque soir

dans les locaux disciplinaires

avec une vieille botte à cigares et quelques bouts de fil de fer

tous les échos de vos villages

tous les oiseaux de vos forêts

et ne venez dans la capitale

que pour fêter au pas cadencé la prise de la Bastille le quatorze juillet

Enfants du Sénégal

dépatriés expatriés et naturalisés

Enfants indochinois

jongleurs aux innocents couteaux

qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés de jolis dragonsd'or

Faits de papier plié

Enfants trop tôt grandis et si vite en ailés

qui donnez aujourd'hui de retour au pas

le visage dans la terre

et des bombes Incendiaires labourant vos rizières

On vous a renvoyé

la monnaie de vos papiers dorés

on vous a retourné

vos petits couteaux dans le dos

Étranges étrangers

Vous êtes de la ville

vous êtes de sa vie

même si mal en vivez

même si vous mourez.

«Etranges Etrangers et Autres Poèmes»
Jacques Prevert ★

Robert Doisneau

Le photographe ami des humbles, des pauvres et de tous ceux qui triment.

Le transfert fonctionnel des Halles de Paris à Rungis a vraiment désolé Doisneau : Ecoutons-le : «Paris perd son ventre et un peu de son esprit. Je me moque du noctambule qui n'y trouvera plus le bain de fraîcheur après les plaisirs frelatés de la nuit mais je pense à l'homme à la dérive, sans amis dans la ville endormie où les téléphones sont muets, il accostait aux Halles, un peu de chance, il y trouvait de quoi vivre ; un peu de de chance encore, il était adopté. Ceci n'est pas une légende unique mais une histoire répétée cent fois en confidences de bistrot.»

La ville de Paris nous propose aujourd'hui une exposition des nombreuses photos que le photographe a prises aux Halles quand elles étaient «le ventre de Paris» et quand elles furent démolies et transférées en 1969 à Rungis, lieu où le fonctionnel, le vertical et le rationnel vont chasser évidemment tout ce qu'il y avait de poésie, de bon-enfant un peu anarchique et surtout la solidarité entre les petits qui donnaient son âme au lieu. Le déménagement et la démolition laissent un immense trou béant au cœur de Paris : les badauds, perplexes, viennent le contempler. ★



Nouvelle brochure : Pour un féminisme révolutionnaire

Cette de brochure de 48 pages retrace, en les résumant, les luttes des femmes en France et dans le monde pour leur propre libération et celle de leurs camarades hommes en même temps.

Elles est divisée en trois parties :

★ **Féminisme et lutte de classe en France hier et aujourd'hui ;**

★ **En avant pour la révolution socialiste et la révolution dans la révolution ! ;**

★ **Les femmes dans les guerres de libération nationale et les guerres populaires.**

«Les victoires durement conquises se sont avérées parfois fragiles tant l'ennemi est entêté et a peine à renoncer à des avantages«acquis» et à l'exploitation. N'oublions pas cependant dans cette longue lutte encore inachevée que l'ennemi n'est pas le genre masculin dans son ensemble, mais les tenants du capitalisme et du patriarcat associés. Les femmes savent très bien que la solidarité des genres est nécessaire dans la lutte sur tous les fronts qui mènera à la victoire : la voie de l'égalité et de l'émancipation est inséparable du chemin vers le socialisme.»
★



Brochure à commander à :
drapeaurouge@yahoo.fr

PAF 3€ + 1€ frais de port

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

NOUVEAU : La Cause du Peuple est sur facebook à Pierre Overney, *rejoignez-nous !*

Imp. Spé.